



MISE À DISPOSITION DE FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX

Convention de mise à disposition des fonctionnaires territoriaux du service Jeunesse de la Ville de Grasse au délégataire « Association Institut de Formation d'Animation et de Conseil »

ENTRE LES SOUSIGNES :

La Ville de GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 210 600 698 000 18 dont le siège est situé Place du Petit Puy 06130 GRASSE et représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, agissant au nom et pour le compte de la Ville, et autorisé à signer en vertu de **l'arrêté pris en date du 28 mai 2020, visé en préfecture de Nice le 29 mai 2020.**

Dénommée ci-après, « **la Ville** »,

ET

L'Association Institut de Formation d'Animation et de Conseil, identifiée sous le numéro SIRET N°332737394 00731 - Code APE 9329Z, dont le siège est situé 21/23 rue de la république - 13002 MARSEILLE et représentée par son représentant légal Monsieur Martial DUTAILLY, Directeur Général, agissant au nom et pour le compte De ladite Association Institut de Formation d'Animation et de Conseil , habilité à signer les présentes.

Dénommée ci-après, « **l'IFAC** »,

Ci-après désignées ensemble, « **les parties** »

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

Conformément aux dispositions des articles L. 512-6 à L.512-15 et du décret n°2008-580, la Ville de Grasse met à disposition quatre agents du service Jeunesse de la Ville à l'IFAC.

ARTICLE 2 : NATURE DES FONCTIONS EXERCEES PAR LES FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX MIS A DISPOSITION

La Ville met à disposition de l'IFAC, quatre agents du service Jeunesse de la Ville suivants, afin d'exercer leurs fonctions à temps non complet selon les modalités suivantes :

- Pour Madame HANNEQUIN Nadine, Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe, 400 heures
- Pour Madame AUMAITRE Stéphanie, Adjoint territorial d'animation, 400 heures
- Pour Madame HADRAOUI Ahlem, Adjoint territorial d'animation, 480 heures
- Pour Madame BOURQUIN Emilie, Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe, 920 heures

Les quotités précisées ci-dessus pourront être modifiées d'un commun accord entre les parties en fonction de l'évolution des besoins constatés de l'IFAC.

En vertu de la présente convention, les fonctionnaires sont mis à disposition de l'IFAC en vue d'exercer les fonctions suivantes :

- Pour Mesdames HANNEQUIN Nadine et AUMAITRE Stéphanie : encadrement et animation auprès des enfants âgés de 3 à 6 ans (école maternelle).
- Pour Mesdames HADRAOUI Ahlem et BOURQUIN Emilie : encadrement et animation des enfants âgés de 6 à 11 ans (école primaire).

La Ville de Grasse continue de gérer la situation administrative de son personnel.

ARTICLE 3 : DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} septembre 2024 pour une durée initiale d'un an renouvelable deux fois.

Au terme de ces renouvellements, une nouvelle convention sera rédigée.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI DES FONCTIONNAIRES MIS A DISPOSITION

Les quatre agents seront principalement affectés sur les écoles maternelle et primaire du quartier Saint Jacques

- Ecole maternelle « Les Cigales » sise au 7, avenue Saboly, 06130 GRASSE ;
- Ecole élémentaire Saint-Jacques sise au 8, avenue Pierre Devoluy, 06130 GRASSE.

Les conditions de travail des agents mis à disposition sont établies par la Ville.

Les décisions relatives aux congés annuels, aux congés exceptionnels, aux récupérations, aux congés de maladie ordinaire et aux maladies et accidents et imputables au service relèvent de la Ville.

La Ville continue de gérer la carrière des agents mis à disposition et leur assure la formation spécifique par l'intermédiaire du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

La Ville délivre les autorisations de travail à temps partiel et prend les décisions relatives aux congés de longue maladie, congé de longue durée, congé pour maternité ou adoption, congé de paternité, congé de formation professionnelle, congé pour validation des acquis de l'expérience, congé pour bilan de compétences, congé pour formation syndicale, congé pour accompagnement d'une personne en fin de vie, congé pour siéger comme représentant d'une association ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation.

ARTICLE 5 : RÉMUNÉRATION DES FONCTIONNAIRES MIS À DISPOSITION

La Ville de Grasse continue à verser aux fonctionnaires mis à disposition la totalité de la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine. (traitement de base et supplément familial ou/et indemnités le cas échéant).

L'IFAC peut indemniser les frais et sujétions auxquels s'exposera le fonctionnaire dans l'exercice ses fonctions.

ARTICLE 6 : MODALITES DE REMBOURSEMENT DE LA RÉMUNÉRATION

Le montant de la rémunération, des cotisations et contributions afférentes ainsi que les charges correspondant au 2^e alinéa du III de l'article 6 du décret du 18 juin 2008 versées par Ville de Grasse sont remboursés par l'IFAC à hauteur de :

- Pour Madame HANNEQUIN Nadine, Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe, 400 heures
- Pour Madame AUMAITRE Stéphanie, Adjoint territorial d'animation, 400 heures
- Pour Madame HADRAOUI Ahlem, Adjoint territorial d'animation, 480 heures
- Pour Madame BOURQUIN Emilie, Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe, 920 heures

La Ville de Grasse supporte seule, les charges résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions ou d'un congé pour maladie qui provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L27 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, ainsi que de l'allocation temporaire d'invalidité.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE CONTROLE ET EVALUATION DE L'ACTIVITÉ

Un rapport sur la manière de servir des agents mis à disposition est établi une fois par an par l'IFAC et transmis à la Ville qui réalise les entretiens professionnels desdits agents.

En cas de faute disciplinaire, la Ville de Grasse est saisie par l'IFAC.

ARTICLE 8 : DROITS ET OBLIGATIONS

Les agents mis à disposition demeurent soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n°83-634 du 13 juillet 1983.

ARTICLE 9 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Les parties déclarent avoir souscrit auprès des compagnies notoirement solvables, des polices d'assurance dont l'objet est de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elles encourent du fait des activités respectives découlant de la présente convention.

En cas de faute lourde commise par l'un des parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité d l'autre partie, après avoir tenté toute démarche amiable utile dont la saisine du comité social territorial et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévue à l'article 13.

ARTICLE 10 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la convention fera l'objet d'un avenant soumis au conseil municipal. En cas de modification portant sur la mise en œuvre de l'article 2, les parties conviennent que :

- la partie à l'initiative de la modification informe l'autre partie de son intention par écrit, moyennant l'observation d'un préavis de trois mois et l'envoi d'un projet d'avenant ;
- dans ce délai, le comité social territorial devra être saisi et émettre un avis dans le cas où cette modification entraînerait une modification de l'organisation ou du fonctionnement des services concernés ou une modification des conditions de travail des agents concernés.

ARTICLE 11 : FIN DE LA MISE À DISPOSITION

La mise à disposition des agents du service Jeunesse de la Ville de Grasse au profit de l'IFAC peut prendre fin :

- Avant le terme fixé à l'article 9 de la présente convention à la demande des parties, sous réserve d'un préavis de 1 mois ;
- Au terme prévu à l'article 9 de la présente convention.

En cas de faute disciplinaire, il pourra être mis fin sans préavis à la mise à disposition d'un agent par un accord entre les parties.

ARTICLE 12 : TRANSMISSION PRÉALABLE DE LA CONVENTION

La présente convention a été transmise le 23 mars 2024 aux fonctionnaires de la Ville de Grasse pour accord, avant leur signature.

ARTICLE 13 : LITIGES ET COMPETENCES JURIDICTIONNELLES

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litiges, sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L211-4 du code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec des voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Grasse, le XX2024,

Fait en deux exemplaires originaux.

Pour l'IFAC,

Le Directeur Général

Martial DUTAILLY

Pour la Ville de Grasse,

Le Maire,

Jérôme VIAUD

Vice-président du Conseil départemental
des Alpes Maritimes
Président de la Communauté
d'Agglomération du Pays de Grasse